GRANDE DISTRIBUTION:

Nouvelles révélations sur les violations des droits des travailleurs et travailleuses dans les chaînes d'approvisionnement

www.oxfam.org

OXFAM

Cette note d'information d'Oxfam présente de nouvelles preuves irréfutables que les droits humains, du travail et des femmes sont régulièrement bafoués au sein de nos chaînes d'approvisionnement alimentaires.

Le présent document propose la synthèse d'une nouvelle recherche mandatée par Oxfam, illustrant l'ampleur et l'étendue de la détresse humaine au sein de la main-d'œuvre de la production alimentaire en Inde et au Brésil intervenant dans les chaînes d'approvisionnement internationales de la grande distribution.

La note d'information identifie les lanternes rouges en matière de droits des travailleuses et des travailleurs, pointe clairement les progrès possibles et les domaines où des progrès sont en cours, et propose un plan d'action jalonné d'étapes importantes pour que la grande distribution mette fin à la souffrance humaine dans ses chaînes d'approvisionnement.

© Oxfam International, octobre 2019.

Le présent document a été rédigé par Rachel Wilshaw et Robin Willoughby. Oxfam remercie Helen Wishart, Penny Fowler, Irene Guijt, Rachel Colbourne, Art Prapha, Peter Williams, Gustavo Ferroni, Pooja Adhikari, Namit Agarwal, Sabita Banerji, Rashmi Mistry et Tim Gore pour leur participation.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur de droits d'auteur demande à être informé de toute utilisation de ce document afin d'en évaluer l'impact. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: policy-andpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse. Publié par Oxfam GB pour Oxfam International:

ISBN: 978-1-78748-519-8 en octobre 2019. DOI : 10.21201/2019.5198.

Traduction et relecture . eXceLingua ; Barbara Scottu

RÉSUMÉ

Nos chaînes d'approvisionnement alimentaires sont en crise.[1] Partout dans le monde, Oxfam constate que les violations des droits humains, du travail et des femmes y sont monnaie courante.[1] Le travail forcé et les souffrances cachées sont autant d'ingrédients inacceptables dans les produits de toutes sortes: thé, cacao, fruits et légumes, viande ou encore fruits de mer. Dans ces chaînes d'approvisionnement, la pauvreté au travail est la règle et les discriminations basées sur le genre y sont profondément ancrées.

Dans la grande distribution, la pauvreté au travail est la règle (et non pas l'exception) et les discriminations basées sur le genre sont profondément ancrées

Mandatée récemment par Oxfam, une recherche sur le thé de l'Assam et les fruits du Brésil que l'on retrouve dans les chaînes d'approvisionnement internationales de plusieurs enseignes de la grande distribution révèle le coût humain de cette exploitation dissimulée.

Les recherches menées dans les plantations de thé de l'Assam démontrent l'ampleur et l'étendue de la détresse humaine dans cette région isolée du nord-est de l'Inde. Les entretiens menés auprès de 510 travailleuses et travailleurs dans 50 plantations de thé desservant les chaînes d'approvisionnement de la grande distribution au niveau national et international révèlent que la main-d'œuvre se voit systématiquement renier ses droits à un travail et à des conditions de vie décents.

D'après la recherche mandatée par Oxfam, la moitié des travailleuses et travailleurs interrogé-e-s dans l'Assam reçoivent des cartes de rationnement « sous le seuil de pauvreté » de la part du gouvernement, car les salaires sont insuffisants, un tiers est endetté de façon récurrente et certaines personnes ont indiqué que leur salaire (extrêmement bas) n'avait pas augmenté depuis 15-20 ans. Cette recherche souligne également que les femmes peuvent enchaîner jusqu'à 13 heures de travail par jour après une période de repos de seulement six heures.

La plupart des travailleuses et des travailleurs n'ont pas accès à l'eau potable, si bien que les maladies comme le choléra et la typhoïde sont courantes dans les plantations de thé de l'Assam.

Les inégalités de pouvoir sont à l'origine de cette crise: la grande distribution et les grandes marques de thé exercent une pression toujours plus forte sur les plantations qui les approvisionnent en thé de l'Assam sous leur propre marque.

D'après la recherche mandatée par Oxfam, sur le marché indien, la grande distribution et les marques de thé recevraient près de 60% du prix facturé aux consommateurs pour du thé noir de l'Assam[2], alors que seulement 7% reviendraient à la main-d'œuvre dans les plantations.[2]

En Allemagne et aux États-Unis, ce déséquilibre est encore plus marqué: la grande distribution et les marques de thé captureraient respectivement 94% et 87% du prix facturé aux consommateurs pour du thé noir de l'Assam, et seulement 1% reviendrait à la main-d'œuvre dans les

plantations. Autrement dit, pour une boîte de 100g de sachets de thé noir de l'Assam vendue aux consommateurs dans une grande surface, seulement 0,04 dollar (0,03 euro) revient à la main-d'œuvre, tandis que la grande distribution et les marques de thé touchent plus de 4 dollars par boîte dans certains marchés. D'après les estimations de la recherche, il suffirait de 0,10 dollar par boîte de 100g pour offrir un salaire décent à la main-d'œuvre de l'Assam.[3]

Par ailleurs, une nouvelle recherche menée au Brésil pour le compte d'Oxfam illustre la vulnérabilité des travailleuses et des travailleurs saisonniers dans les chaînes d'approvisionnement en fruits tropicaux de la grande distribution dans le monde. Dans le cadre de cette enquête menée par Oxfam sur les conditions de travail de la main-d'œuvre intervenant dans la production de melons, de raisins et de mangues au Brésil (le troisième plus grand producteur de fruits dans le monde), les travailleuses et les travailleurs saisonniers ont signalé de mauvais traitements, des conditions de pauvreté et une forte exposition aux pesticides dans les exploitations.

Les dernières conclusions tirées par oxfam en inde et au brésil justifient pleinement d'appeler les enseignes de la grande distribution à prendre d'urgence des mesures pour augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail des femmes et des hommes dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Couplées au corpus de preuves publié en 2018 par Oxfam dans son rapport mondial intitulé *Derrière le code-barre : Des inégalités en chaînes*[9] et à une série de nouveaux rapports d'autres organisations, les dernières conclusions tirées par Oxfam en Inde et au Brésil justifient pleinement d'appeler les enseignes de la grande distribution à prendre d'urgence des mesures pour augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail des femmes et des hommes dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Des progrès sont en cours pour soutenir ces objectifs. Deux enseignes néerlandaises, Albert Heijn (une filiale d'Ahold Delhaize) et Jumbo, ont pris des engagements sur les droits humains qu'Oxfam juge pertinents et que nous avons salués publiquement en 2019. Selon notre nouvelle fiche d'évaluation, Tesco, Sainsbury's et Morrisons sont les plus performants sur les droits des travailleuses et des travailleurs. Quatre enseignes (Jumbo, ALDI SÜD, Tesco et Morrisons) améliorent leur score sur les droits des travailleuses et des travailleurs (+15 % minimum pour cette année), ce qui démontre qu'avec une véritable volonté des entreprises, des améliorations sont possibles.

Néanmoins, les performances de la moitié des enseignes présentes dans la fiche d'évaluation d'Oxfam demeurent affligeantes. Concernant les droits de la main-d'œuvre, ALDI Nord (0), Edeka (0), Whole Foods (4), Kroger (4), Lidl (6), Albertsons (8) et Rewe (8) présentent tous des scores inférieurs à 10% par rapport aux critères de référence d'Oxfam en matière de bonnes pratiques, tandis que d'autres comme PLUS n'ont apporté aucune amélioration au fil de l'année.

Le point le plus négligé concerne la discrimination contre les femmes dans les chaînes d'approvisionnement de la grande distribution:
10 enseignes sur 16 obtiennent un score de 0 au niveau des mesures proactives prises pour garantir aux femmes un traitement juste et égal.

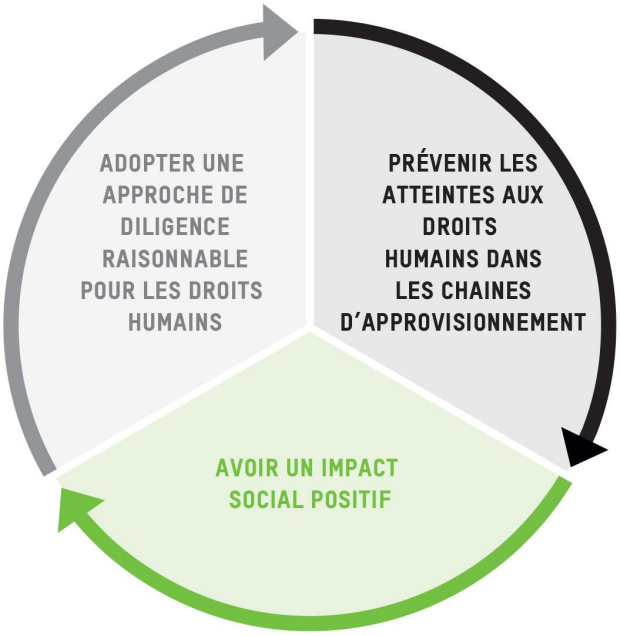
Les pressions exercées sur la grande distribution s'intensifient. Les changements apportés dans les politiques gouvernementales au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie ont renforcé la réglementation pour lutter contre l'esclavage moderne, tandis que l'Union européenne a défini en 2019 des règles bannissant les pratiques commerciales déloyales de la grande distribution et des grands acheteurs. On constate en Europe et dans d'autres régions du monde un élan croissant pour que les entreprises soient tenues légalement responsables si elles ne prennent pas des mesures pour prévenir et limiter les violations des droits humains sur leurs chaînes d'approvisionnement.

Les consommateurs et les entreprises qui investissent dans les enseignes de la grande distribution exigent que ces dernières en fassent plus pour reconnaître et faire respecter les droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement. De récentes enquêtes menées aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas et en Italie soulignent les attentes accrues de plus des deux-tiers des consommateurs, qui demandent à la grande distribution de se saisir de ces problématiques afin de pouvoir faire leurs achats sans culpabiliser. Un nouveau communiqué de soutien à la campagne d'Oxfam provenant d'investisseurs gérant quelque 3 100 milliards d'actifs enjoint la grande distribution à renforcer la transparence et la gestion des risques sur les droits humains.

De récentes enquêtes menées aux états-unis, au royaume-uni, en france, Italie aux pays-bas et en soulignent les attentes accrues de plus des deux-tiers des consommateurs, qui demandent à la grande distribution de se saisir de ces problématiques afin de pouvoir faire leurs achats sans culpabiliser.

Dans un tel contexte, les entreprises sont incitées à toujours plus de transparence quant à leur gestion des questions relatives aux droits de la main-d'œuvre. Pour les aider, Oxfam a publié un cadre de travail à destination de la grande distribution avec des recommandations claires et réalisables sur les droits de la main-d'œuvre.

Figure 1. Mesures prises par la grande distribution pour renforcer les droits de la main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires



Oxfam appelle les enseignes de la grande distribution à prendre les trois mesures suivantes pour mieux respecter les droits de la main-d'œuvre : adopter une approche de diligence raisonnable pour les droits humains, prévenir les atteintes aux droits humains dans les chaînes d'approvisionnement et avoir un impact social positif. Pour y parvenir, les grandes enseignes devront prendre des engagements, « connaître et démontrer » les risques affectant les droits des travailleuses et des travailleurs, et agir sur et au-delà de leurs propres chaînes d'approvisionnement.

NOTES

1 La base légale des obligations en matière de droits humains, du travail et des femmes se trouve dans *la Déclaration universelle des droits de l'homme* (1948), *le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (1966), *le Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (1966) et *la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (1979). Toutes les autres normes internationales du travail figurent dans les huit Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, disponibles ici : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_095896.pdf

2 Le chiffre précis est 58.2%. Pour toutes les données, voir Oxfam (2019). *Addressing the Human Cost of Assam Tea*. Oxfam International (2015).

3 R. Willoughby et T. Gore. (2018*). Derrière le code-barre: des inégalités en chaines*. Oxfam International. Consulté en septembre 2019 : https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/cr-ripe-for-change-supermarket-supply-chains-210618-fr.pdf

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membre observateur :
KEDV (Oxfam Turquie)

www.oxfam.org

OXFAM